



Rapport de la délégation parlementaire du Canada sur les visites bilatérales au Bangladesh et en Inde

**Section canadienne de
l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)**

**Dacca (Bangladesh) et Calcutta (Inde)
du 8 au 16 mars 2013**

Rapport

Une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) s'est rendue au Bangladesh et en Inde, du 8 au 16 mars 2013. M. Russ Hiebert, député et président de la Section canadienne de l'APC, a dirigé la délégation, laquelle se composait de l'honorable Nancy Ruth, sénatrice, de l'honorable Mobina Jaffer, sénatrice, de M. Ed Holder, député, et de M^{me} Jinny Sims, députée. La délégation pouvait compter sur l'appui de M^{me} Elizabeth Kingston, secrétaire administrative de la Section.

Dacca (Bangladesh)

La Constitution de l'APC encourage les visites entre les pays membres pour que les parlementaires puissent discuter de questions d'intérêt commun dans les relations et les dossiers bilatéraux au sein de l'organisation internationale du Commonwealth. La visite au Bangladesh portait principalement sur les valeurs énoncées dans la Charte du Commonwealth, adoptée récemment en entier par le Commonwealth et signée par Sa Majesté la Reine, et pour discuter plus particulièrement des questions concernant les droits de la personne, la primauté du droit, la société civile et le développement de relations commerciales entre les deux pays. Par ailleurs, comme le Canada considère le Bangladesh comme un pays prioritaire compte tenu de l'aide dont il a besoin, de sa capacité manifeste à atteindre ses objectifs et de la capacité du Canada d'exercer une véritable influence, la délégation voulait surtout constater par elle-même les retombées des initiatives financées par l'ACDI.

Le Bangladesh compte environ 156 000 000 d'habitants et occupe un territoire de la taille de l'Iowa, ce qui en fait la huitième population en importance dans le monde; la densité de la population est presque de 3 000 habitants au kilomètre carré.

La croissance démographique a toutefois considérablement ralenti, le taux de fertilité passant de 6,33 naissances vivantes par femme adulte en 1972 à 2,74 en 2007. Le Bangladesh connaît aussi des soldes migratoires négatifs.

Le Bangladesh a déclaré son indépendance le 26 mars 1971 et y a accédé en décembre de la même année. Sa lutte pour l'indépendance en tant que nation souveraine a commencé en 1947, année où l'Inde s'est dissociée de l'Empire britannique; à cette époque, des clivages religieux (musulmans et hindous) et communautaires séparaient l'Inde du Pakistan, qui comprenait ce qui est aujourd'hui le Bangladesh. Le nouvel État musulman était toutefois aux prises avec un grave problème géographique, car quelque 1 000 kilomètres de territoire indien séparaient le Pakistan oriental des quatre provinces occidentales, sans parler du problème linguistique (l'ourdou étant parlé au Pakistan occidental et le bengali au Pakistan oriental). Ces deux facteurs ont été les forces motrices du mouvement d'indépendance de ce qui est aujourd'hui le Bangladesh.

En 1970, la Ligue Awami, le parti dirigeant au Pakistan oriental et un défenseur de l'autonomie pour l'Est, a remporté contre toutes attentes la majorité des sièges aux élections nationales et provinciales. Les pourparlers entamés pour en arriver à un compromis constitutionnel entre le Pakistan oriental et le Pakistan occidental ont échoué; le président du pays a alors suspendu la session à l'Assemblée nationale. Cette suspension a donné lieu à un mouvement de désobéissance civile organisé, qui s'est traduit par des mesures comme le refus de payer l'impôt, des grèves générales et d'autres formes de protestation, et qui a plongé le pays dans une guerre civile en mars 1971 lorsque le Pakistan oriental a déclaré son indépendance. Autant le gouvernement que les représentants de la partie occidentale du pays se sont opposés à la déclaration d'indépendance, et la guerre civile qui a suivi a fait plus d'un million de morts au Pakistan oriental; 10 autres millions de personnes ont fui vers l'Inde. En décembre 1971, l'Inde a officiellement reconnu le nouvel État du Bangladesh. Les tensions exacerbées entre l'Inde et le Pakistan ont alors fait pencher les forces indiennes du côté des Bangladais, ce qui a entraîné le retrait des Pakistanais qui luttaient pour conserver le Pakistan oriental dans leur territoire.

Le Bangladesh a finalement déclaré son indépendance en décembre 1971 et l'ancien président de la Ligue Awami, Sheikh Mujibur Rahman, a été libéré de la prison où il était détenu depuis 1966 pour avoir milité en faveur de l'indépendance du Pakistan oriental. Il est devenu premier ministre, puis, au bout de sept mois, une constitution a été officiellement adoptée et a pris effet en décembre 1972. Sheikh Mujibur Rahman est souvent appelé le fondateur de la nation.

À l'été 1974, le Bangladesh a connu de graves inondations qui ont entraîné famine et choléra et fait des milliers de morts. Le pays a frôlé l'anarchie, l'état d'urgence a été déclaré et la Constitution a été révisée de manière à instaurer un régime présidentiel et un État à parti unique. Des critiques de l'administration Rahman et des journalistes ont été emprisonnés. En août 1975, un groupe de militaires de droite ont fomenté un coup d'État; ils ont pris d'assaut la résidence du président Rahman et l'ont assassiné ainsi que sa femme et cinq de ses filles. Sheikh Hasina Wajed, présidente actuelle et fille de Rahman, a été épargnée parce qu'elle ne se trouvait pas à la maison le jour de l'attaque. La délégation a eu l'occasion unique de la rencontrer à Dacca.

Même si le Bangladesh est une jeune nation, son histoire politique est ponctuée d'événements dramatiques : tentatives de coup d'État, amendements constitutionnels, périodes d'incertitude, série de catastrophes naturelles, sans parler de l'assassinat du général Jiaur Rahman (Zia), qui avait été confirmé président en mai 1977 et qui avait remporté l'élection présidentielle de 1978 avant d'être assassiné en mai 1981. La délégation a pu rencontrer sa femme, Begum Khaleda Zia, chef de l'opposition.

La République populaire du Bangladesh est une démocratie parlementaire; le président en est le chef d'État, et le premier ministre, le chef du gouvernement. C'est en août 1991 que la Constitution a été révisée de manière à instaurer un régime parlementaire plutôt que présidentiel et à donner ainsi plus de pouvoir exécutif au premier ministre, qui était à l'époque Begum Zia.

Le président est élu pour une période de cinq ans et peut exécuter deux mandats en tout. Tout citoyen âgé de plus de 18 ans est habilité à voter.

Le Parlement unicaméral a pour nom la Jatiya Sangsad; ses 300 membres ont également un mandat de cinq ans. Cinquante sièges sont réservés aux femmes. Le président nomme officiellement le premier ministre, mais celui-ci doit être le représentant de la coalition majoritaire au Parlement.

Le président actuel du Bangladesh est Zillur Rahman, et Sheikh Hasina en est la première ministre. La Ligue Awami détient une majorité absolue avec 230 sièges, et le Parti nationaliste du Bangladesh, l'opposition principale, en détient 30.

Des élections parlementaires ont eu lieu jusqu'en 2011 sous l'égide d'un gouvernement intérimaire non partisan, dirigé par le juge en chef sortant de la Cour suprême. Ce régime a été abandonné par suite d'une ordonnance de la Cour suprême le déclarant illégal. Il s'est ensuivi un désaccord politique entre la Ligue Awami et le Parti nationaliste du Bangladesh. Celui-ci a boycotté le Parlement tout comme l'avait fait la Ligue Awami lorsqu'elle représentait l'opposition. Les deux partis ont l'habitude de faire des revendications en semant le trouble dans la rue au lieu de parlementer, ce qui a pour effet de paralyser le Parlement.

L'édifice du Parlement a été conçu en 1975 par Louis Khan, architecte américain. Il s'agit de l'un des plus grands complexes législatifs dans le monde; il occupe quelque 200 acres et représente l'un des plus imposants édifices du XX^e siècle. La délégation a été fort impressionnée par cet édifice et par les terrains où sont logés les députés et le personnel.

Au Parlement, les délégués ont rencontré le Président, Abdul Hamid, ainsi que le whip en chef, Abdus Shahid. Ils les ont remerciés de leur accueil et les ont assurés de l'importance que revêt le Bangladesh pour le Canada ainsi que de l'appui soutenu accordé par le Canada aux institutions démocratiques du pays. On s'est dit préoccupé du manque de participation des partis d'opposition au Parlement et de la nécessité d'établir une saine gouvernance et un parlement dont le fonctionnement est adéquat dans le contexte d'une société civile dynamique. Les délégués espéraient que les prochaines élections soient libres, justes et transparentes, et que tous les partis puissent y participer et agir de bonne foi.

À Dacca, les délégués ont entendu parler de l'agitation qui régnait dans les rues avant la tenue des élections. Il n'en a pas fallu davantage pour que l'honorable John Baird, ministre des Affaires étrangères, fasse une déclaration dans laquelle il condamnait la violence et la perte de vies, et recommandait vivement aux citoyens de Dacca de respecter la liberté d'expression et de réunion dans le calme et de manière démocratique.

Les délégués ont rencontré les hauts-commissaires et les ambassadeurs de six pays, dont les États-Unis, le Danemark, la Norvège, l'Australie et le Royaume-Uni. Ce fut l'occasion d'échanger des idées et de l'information dans l'optique de pays partageant des valeurs communes. Les délégués ont pu aussi confronter pleinement leurs

perceptions premières et s'informer au sujet de l'agitation politique qui régnait à l'occasion de leur visite.

En plus de visiter le Parlement, les délégués se sont rendus dans le quartier du vêtement, où ils ont visité l'entreprise Shahriyar Fabric Industries Ltd., une filiale de Gildan Activewear Inc. du Canada. Il s'agit de la première entreprise de Gildan à l'extérieur du continent américain et l'usine fait figure de modèle auprès des autres entreprises du vêtement dans le quartier. Elle affiche des pratiques de gestion de la main-d'œuvre et environnementales comme nulle autre dans l'industrie, et elle offre des services médicaux complets à ses employés ainsi que le dîner gratuit chaque jour. Gildan a choisi le Bangladesh comme emplacement stratégique d'un centre de fabrication en Asie; l'entreprise dispose ainsi d'une excellente base de production à faible coût pour ses marchés cibles.

À Dacca, les délégués ont également visité IFAD Multi Products Ltd. Wheat Factory, fidèle acheteur de blé canadien pour ses usines de transformation du blé et de minoterie. L'entreprise figure parmi les plus grands producteurs de denrées alimentaires au Bangladesh (nouilles instantanées, craquelins et biscuits, épices entières emballées, eau embouteillée, etc.). C'est aussi un chef de file dans le domaine de la promotion de la santé et du bien-être des travailleurs, de l'habilitation des femmes et de la protection environnementale.

Toujours à Dacca, les délégués ont eu l'occasion de visiter l'école du Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) située dans le bidonville de Korail. Il s'agit en fait d'une organisation de développement international et du plus gros organisme de développement non gouvernemental dans le monde, d'après le nombre d'employés et le nombre de personnes qui reçoivent de l'aide (chiffres de novembre 2012). Établi par Sir Fazle Hasan Abed en 1972 peu après l'accession du Bangladesh à l'indépendance, le BRAC était présent, en 1972, dans les 64 districts du Bangladesh, de même qu'en Afghanistan, au Pakistan, au Sri Lanka, en Ouganda, en Tanzanie, au Soudan du Sud, en Sierra Leone, au Liberia, à Haïti et aux Philippines.

Le BRAC emploie plus de 100 000 personnes, dont environ 70 % sont des femmes, et il rejoint plus de 126 millions de personnes. Son école primaire est un modèle pour le programme d'éducation du BRAC, qui s'efforce de régler les problèmes d'accès à l'éducation et de qualité de l'enseignement pour les enfants et les jeunes au Bangladesh. Ce programme permet d'offrir une éducation de base de qualité à plus de 2 millions d'enfants, incluant des enfants appartenant à des minorités ethniques et des enfants ayant des besoins particuliers. Il est offert dans quelque 30 000 écoles maternelles et 33 000 écoles primaires. Le personnel enseignant reçoit une formation rigoureuse. Il gère également 7 000 centres pour adolescents.

Les délégués ont visité la centrale des installations de stockage à froid du programme élargi de vaccination établi à Dacca. Il s'agit d'un projet financé par l'ACDI qui vise à réduire le nombre de décès chez les enfants de moins de 5 ans au Bangladesh; des vaccins sont offerts dans tout le pays, plus particulièrement dans les régions mal desservies. Ce projet s'inscrit dans l'Initiative canadienne d'immunisation internationale,

dont le but est d'augmenter l'offre de services d'immunisation pour les enfants exposés à des maladies qu'il est possible de prévenir et qui sont souvent fatales dans les pays à faible revenu.

À Dacca, les délégués ont eu l'occasion de rencontrer la première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina. Ils étaient au courant du destin tragique de sa famille et du rôle qu'a joué son père dans la fondation du Bangladesh en 1971. On a d'ailleurs remis à tous les délégués un livre renfermant ses mémoires. Les délégués ont discuté de la contribution du Canada (4,3 milliards de dollars) au Bangladesh, qui fait partie des pays prioritaires de l'ACDI. Ils ont fait état des relations solides qui unissent les deux pays et qui reposent sur des valeurs communes de démocratie et de pluralisme, ainsi que de leurs liens étroits en tant que membres du Commonwealth. Faisant valoir les principes de cette organisation, d'autant plus qu'elle préside le Groupe d'action ministériel du Commonwealth, la délégation a prié le Bangladesh de discuter avec ses collègues sri-lankais du manque soutenu d'améliorations dans le domaine des droits de la personne après la guerre civile.

Par ailleurs, les délégués ont pu rencontrer la chef de l'opposition, Begum Khaleda Zia. Ils ont réitéré leur message encourageant le Bangladesh à devenir une société démocratique vigoureuse et inclusive et ont dit espérer que tous les partis puissent collaborer à résoudre pacifiquement les divisions qui s'accroissent au sein de la société bangladaise.

À Dacca, les délégués ont assisté à une réception à l'occasion du Jour du Commonwealth, organisée par Heather Cruden, haut-commissaire du Canada, de concert avec les hauts-commissaires du Royaume-Uni et de l'Australie. Au cours de la réception, Russ Hiebert, président de la délégation, a pris la parole, de même que Dipu Moni, présidente du Groupe d'action ministériel du Commonwealth et ministre des Affaires étrangères du Bangladesh.

Les objectifs de la visite à Dacca, au Bangladesh (examiner tout l'éventail de programmes visant à aider le Canada à améliorer les conditions de vie des Bangladais, examiner les possibilités d'échanges commerciaux élargies pour les investisseurs canadiens et examiner les différences entre le régime parlementaire du Bangladesh et celui du Canada) ont été atteints et ont permis aux parlementaires de comprendre les défis énormes que doit relever le pays, surtout sur les plans social, démocratique et de l'infrastructure.

Kolkata (Inde)

Après une visite des plus réussies à Dacca, au Bangladesh, les délégués se sont rendus à Kolkata, en Inde, toujours en vue de favoriser les relations commerciales entre le Canada et l'Inde et d'établir des échanges commerciaux d'une valeur de 15 milliards de dollars entre les deux pays d'ici 2015.

Kolkata ou Calcutta est la capitale de l'État du Bengale occidental et elle est située dans l'Est du pays, sur la rive gauche du fleuve Hooghly, un affluent du Gange. Calcutta est une ville coloniale développée par la British East India Company, puis par l'Empire

britannique. Kolkata a été la capitale de l'Empire britannique jusqu'en 1911, année où Delhi est devenue la capitale. Elle a rapidement pris de l'expansion au XIX^e siècle et est devenue la deuxième ville en importance de l'Empire britannique.

À Kolkata, les délégués ont rencontré des représentants de la Chambre de commerce de l'Inde. Ils ont échangé des renseignements utiles sur divers sujets et discuté de la possibilité d'utiliser le Canada comme porte d'entrée pour faire des affaires partout en Amérique du Nord. Il a été question de l'Accord de partenariat économique et des échanges commerciaux escomptés d'une valeur de 15 milliards de dollars entre les deux pays d'ici 2015. Il revient aux industries œuvrant dans nombre de secteurs de prendre part à la croissance de la richesse et de la productivité, en particulier au sein du Commonwealth, où les principes de démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit sont essentiels au régime constitutionnel des pays membres. Les délégués ont ensuite rencontré le consul honoraire du Canada et rappelé que d'immenses possibilités s'offrent au Canada dans tous les secteurs d'activité, sans parler des échanges dans les domaines de la technologie et de l'éducation, du tourisme, de l'agriculture, de la technologie de l'information et de l'infrastructure. Il a aussi été question de l'importance stratégique de la région du Nord-Est de l'Inde, dont 98 % des frontières bordent le Bangladesh, le Myanmar, la Chine, le Bhoutan et le Népal et qui ouvre la voie vers les pays de l'ANASE.

Les délégués se sont rendus au port de Kolkata, qui a été le principal port de l'Inde jusque dans les années 1970 et qui est relégué depuis au septième rang. Comme le Gange se trouve à 400 kilomètres de Kolkata, des travaux de dragage sont nécessaires pour permettre le passage des gros navires et ces travaux sont financés par le gouvernement fédéral. À cause de l'amoncellement de sédiments et de dunes de sable, les travaux de dragage nécessitent chaque année 100 millions de dollars américains, mais ces fonds ne sont pas venus. Cela ressemble aujourd'hui davantage à un bras de mer abandonné.

À Kolkata, les délégués ont eu l'occasion de visiter le Victoria Memorial; la construction de ce splendide édifice, entamée grâce à Lord Curzon alors vice-roi en Inde en 1901, s'est terminée en 1906. On le décrit comme un édifice monumental imposant et spacieux, entouré d'un magnifique jardin.

Devant les délégués, on a fait mention de l'incident du Komagata Maru. Le navire japonais a quitté le port de Kolkata avec à bord 354 passagers de l'Inde, principalement des sikhs. Ces passagers ont tenté en vain d'immigrer au Canada, croyant qu'ils avaient le droit d'y entrer parce qu'ils étaient sujets britanniques. Si la citoyenneté au sein de l'Empire britannique avait un sens, ils auraient été libres d'aller n'importe où dans l'Empire. Malheureusement, ce n'était pas le cas compte tenu des dispositions législatives en matière d'immigration qui étaient alors en vigueur au Canada, et le navire a été contraint de quitter le port de Vancouver avec tous ses passagers pour regagner l'Inde. Cet incident a toujours été un point épineux dans les relations entre les deux pays.

Les délégués ont également eu l'occasion unique de visiter la mission de Mère Térésa et un orphelinat. Ils ont été fort impressionnés par la profonde compassion qui anime les Sœurs de la Charité, lesquelles s'emploient à améliorer les conditions de vie de nombreuses personnes qui autrement périraient dans des conditions de pauvreté des plus désespérantes. La Société des missionnaires de la charité s'est officiellement établie dans l'archidiocèse de Calcutta en 1950. Le travail quotidien des Sœurs démontre la grandeur et la dignité de tout être humain, la valeur des petites choses accomplies dans la foi et le pouvoir de l'amour de Dieu.

Les objectifs de la visite à Kolkata ont tous été atteints : il s'agissait de faire ressortir l'importance des relations bilatérales sur le plan des valeurs communes, des préoccupations régionales et globales partagées, du partenariat grandissant pour le commerce et l'investissement et de solides liens interpersonnels; de faire avancer les intérêts économiques du Canada en Inde en mettant l'accent sur le commerce et l'investissement, le tourisme, l'agriculture, la technologie de l'information, l'éducation, les entreprises et l'infrastructure. Les délégués se sont réjouis de pouvoir discuter de l'étendue des possibilités de commerce et d'investissement au Bengale occidental et de prendre connaissance de la riche histoire de cette région de l'Inde.

Pour terminer, les délégués aimeraient exprimer leur reconnaissance au haut-commissaire Heather Cruden et au personnel dévoué du Haut-Commissariat du Canada à Dacca, au Bangladesh, ainsi qu'au personnel du Haut-Commissariat à New Delhi. Ils leur sont très reconnaissants des précieux conseils et de l'aide qu'ils ont reçus pour l'organisation des réunions tout au long de la visite.

Respectueusement soumis,

M. Russ Hiebert, député
Section canadienne de
l'Association parlementaire du Commonwealth

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
ACTIVITÉ	Visite bilatérale au Bangladesh et en Inde
DESTINATION	Dacca (Bangladesh) et Kolkata (Inde)
DATES	Du 8 au 16 mars 2013
DÉLÉGATION	
SÉNAT	Sénatrices Nancy Ruth et Mobina Jaffer
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Russ Hiebert, député, M. Ed Holder, député, M ^{me} Jinny Sims, députée
PERSONNEL	M ^{me} Elizabeth Kingston, secrétaire administrative
TRANSPORT	75 480,37 \$
HÉBERGEMENT	8 014,78 \$
HOSPITALITÉ	27,5 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	4 199,81 \$
CADEAUX OFFICIELS	1 005,87 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	81,48 \$
TOTAL	88 810,26 \$